



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Vendredi 18 Mai 2012
Numéro 94

Médiarama, www.alintiqad.com

Titres des journaux

As Safir (Nationaliste arabe)

Kahwaji à As Safir: les politiciens doivent retirer leurs partisans armés des rues de Tripoli

An Nahar (Proche du 14-Mars)

Test décisif aujourd'hui pour le plan de Tripoli et les engagements.

Al Akhbar (Quotidien de gauche)

L'exode d'Al-Qaïda vers la Syrie

L'Orient-Jour (Proche du 14-Mars)

Tripoli entre normalisation et risque de dérapage

Al Joumhouria (Propriété d'Elias Murr)

Jibril veut remettre ses positions à l'armée

Al Hayat (Quotidien saoudien)

Vastes opérations dans les villes, la plus violente à Rastan

Al Quds al-Arabi (Edité à Londres)

L'Iran conseille à Manama de changer son attitude au sujet de l'union du Golfe. Deux ambassadeurs bahreïnites à une conférence juive: Téhéran mine la sécurité de la région

L'événement

Liban-Syrie: la présence d'Al-Qaïda de plus en plus palpable

Après avoir nié pendant mois la présence d'Al-Qaïda au Liban et minimisé son rôle dans la crise syrienne, les mises en garde de responsables internationaux se multiplient et les informations se précisent sur les activités de l'organisation terroriste dans les deux pays.

La télévision libanaise MTV, proche du 14-Mars, a révélé, jeudi, que des cadres de l'organisation extrémistes sunnites, Fatah al-Islam, et des brigades Abdallah Azzam (considérées comme l'enseigne officielle d'Al-Qaïda au Liban) ont quitté le camp d'Aïn el-Héloué, pour une destination inconnue, ces derniers jours. Dans son édition de vendredi, Al-Akhbar s'étend sur cette affaire, précisant que le nombre de militants "disparus" s'élève à sept, et qu'ils se sont probablement dirigés vers la Syrie, pour y entraîner les insurgés syriens en lutte contre l'armée régulière. Le quotidien indique que le groupuscule Osbat al-Ansar, basé dans le camp situé à l'est de Saïda, aurait fourni aux éléments extrémistes des cartes d'identité libanaises falsifiées pour pouvoir passer les barrages de l'Armée libanaise autour du camp. Al-Akhbar ajoute que des dizaines de libanais originaires du Liban-Nord ont répondu à l'appel au jihad en Syrie, lancé par le chef d'Al-Qaïda, Ayman el-Zawahiri. Des sources islamistes estiment à 150 le nombre de fondamentalistes libanais combattants aux côtés des insurgés syriens, 15 d'entre eux auraient déjà trouvé la mort. D'autres sources en Syrie chiffrent, quant à elles, à 500 le nombre de Libanais enrôlés dans les rangs de l'opposition syrienne armée.

Corroborant les informations sur le rôle d'Al-Qaïda en Syrie, le secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon a estimé jeudi que l'organisation terroriste pouvait être responsable du récent double attentat de Damas, qui s'est soldé par 55 morts et 400 blessés. Au cours d'une "discussion avec des jeunes" à propos de la Syrie, M. Ban a fait allusion à "un grave et énorme attentat terroriste il y a quelques jours. Je crois qu'Al-Qaïda doit être derrière" cet attentat, a-t-il ajouté.

Le secrétaire américain à la Défense, Leon Panetta, avait également fait état d'une recrudescence des activités d'Al-Qaïda en Syrie.

Le Premier ministre russe, Dmitri Medvedev est allé plus loin, mettant en garde les Occidentaux contre des interventions militaires "hâtives qui se terminent habituellement par l'arrivée au pouvoir d'extrémistes" (Voir par ailleurs).

Ces mises en garde sur le rôle accru d'Al-Qaïda ne peuvent être séparées, selon les analystes, des événements qui secouent la ville de Tripoli, où les mouvements salafistes tentent d'imposer de nouvelles donnes, en forçant l'Etat à reculer dans l'affaire de l'arrestation de Chadi Mawlaoui.

As Safir

L'Armée libanaise a saisi, à une heure tardive, hier soir, une voiture piégée aux explosifs munie d'un dispositif très complexe, alors qu'elle tentait de sortir du camp de réfugiés palestiniens d'Aïn el-Héloué. L'arrestation du conducteur a permis de déterminer l'identité du destinataire qui devait prendre livraison du véhicule pour le faire exploser contre "une cible précise et délicate". Les deux personnes arrêtées ont été transportées de nuit au ministère de la Défense à Yarzé. Le désamorçage de la bombe ne s'est pas terminé avant une heure avancée de la nuit.

Ce développement sécuritaire majeur est intervenu après des informations sur un exode collectif du camp d'Aïn el-Héloué d'un groupe de personnes recherchées par la justice pour actes de sabotage et terrorisme. Parmi les personnes qui seraient sorties figurent Abou Mohammad Toufic Taha, accusé d'avoir formé une cellule takfiriste au sein de l'Armée libanaise dans le but de commettre des attentats contre des casernes; Oussama Chéhabi, accusé de plusieurs attentats aux explosifs contre la Finul; Mohammad Doukhi, Haïtham Chaabi, Mohammad Mansour et Mohammad Arifi.

Pendant ce temps, le président du Parlement, Nabih Berry, a sollicité le soutien de l'ambassadeur d'Arabie saoudite, Ali Awad Assiri, à la convocation du comité du dialogue national pour discuter des incidents de Tripoli qui risquent d'avoir de graves retombées au Liban et sur la région. L'idée de la convocation de la table du dialogue avait été soulevée à nouveau par le président de la République, Michel Sleiman, qui en avait débattu avec certains ses conseillers.

M. Berry a proposé que les incidents de Tripoli soient le seul point inscrit à l'ordre du jour du dialogue, quitte à ce que d'autres sujets y soient évoqués si le besoin s'en fait ressentir. L'ambassadeur saoudien a réagi positivement à l'initiative du chef du Législatif et a promis de la transmettre à son gouvernement. Walid Joublatt, chez qui M. Berry a dépêché son conseiller politique, le député Ali Hassan Khalil, a également favorablement accueilli l'idée de M. Berry.

L'Orient-Le Jour

Philippe Abi Akl, journaliste libanais proche du 14-Mars

Des sources ministérielles s'inquiètent de la situation des déplacés syriens, qui continuent d'affluer au Liban et dont le nombre a dépassé les 32000 personnes. Les autorités libanaises craignent l'afflux massif de ces réfugiés qui pourrait conduire à l'implosion de la politique de dissociation menée par le gouvernement vis-à-vis de la crise syrienne.

C'est d'ailleurs dans le contexte de cette implosion qu'il faut replacer, selon un ministre originaire du Nord, les événements de Tripoli. Selon lui, des parties politiques se sont ingérées dans un dossier sécuritaire dangereux dans une grave tentative de manipulation politique. Partant, des milieux ministériels craignent que les affrontements se poursuivent à Tripoli, sauf si Nagib Mikati parvient à organiser sa conférence de salut regroupant l'ensemble des parties tripolitaines pour empêcher de transformer la ville en une sorte de «Kandahar du Liban».

ILS ONT DIT...

Général Jean Kahwaji
chef de l'Armée libanaise

“Si le prestige de l'armée est terni, il ne restera plus rien de l'institution militaire. Le renforcement de l'armée doit être le fondement sur lequel doivent se baser les hommes politiques. L'armée est déterminée à accomplir sa mission à Tripoli. Toutes les manifestations armées seront éliminées et la situation actuelle doit cesser, afin que les incidents ne s'étendent pas à d'autres régions. Les soldats ont reçu des ordres de faire preuve de fermeté et de sévérité afin de rétablir le calme et la sécurité et protéger les citoyens. Ils riposteront à tous ceux qui se placent sur le chemin de l'armée, en prenant grand soin d'éviter les pertes dans les rangs des civils. L'armée est avec tous et ne prend partie pour personne. Les hommes politiques, surtout ceux qui ont une influence sur les groupes armés, doivent rappeler leurs hommes et utiliser un discours plus apaisant. La moitié des miliciens qui son dans les rues relève d'hommes politiques.

Dmitri Medvedev, Premier ministre
de la Fédération de Russie

“Les conséquences d'interventions militaires occidentales hâtives dans des pays tiers se terminent habituellement par l'arrivée au pouvoir d'extrémistes. A un certain moment, de tels actes, qui minent la souveraineté nationale, peuvent mener à une guerre régionale d'envergure, et même au recours à l'arme nucléaire.

Nabil el-Arabi, secrétaire général de
la Ligue arabe

“La situation de la Syrie est très différente de celle de la Libye. L'intervention étrangère en Libye est intervenue parce que Mouammar Kadhafi menaçait de commettre un vrai génocide dans son pays. La position géostratégique de la Syrie ne permet pas une pareille intervention militaire. L'éclatement d'une guerre civile en Syrie ne profiterait à personne. Une guerre en Syrie aura un impact majeur sur toute la région, et surtout sur les pays voisins.

Mawlaoui restera en prison, décide le parquet militaire

L'Agence nationale d'information (officielle) a indiqué que le juge Sakr Sakr, commissaire du gouvernement près le tribunal militaire, a rejeté, vendredi, la demande de libération du militant salafiste Chadi Mawlaoui pour poursuivre l'enquête sur les accusations de "lien avec une organisation terroriste" dont il fait l'objet. Une nouvelle audience a été fixée pour mardi prochain. Par ailleurs, le mufti de Tripoli et du Liban-Nord, cheikh Malek Chaar, a affirmé avoir émis une fatwa religieuse interdisant l'utilisation des armes contre les concitoyens libanais.

Manifestations à Téhéran contre l'union entre Riyad et Manama

Plusieurs milliers d'Iraniens ont manifesté vendredi à Téhéran pour protester contre le projet d'union entre Bahreïn et l'Arabie saoudite, qualifié de "complot américano-sioniste" par l'imam de la prière dans la capitale. Il s'agit d'"un complot pour annexer Bahreïn à l'Arabie saoudite", a dit l'ayatollah Kazem Sedighi dans son sermon. "Ils veulent que Bahreïn perde son identité plutôt que de répondre aux revendications de sa population". "Les Iraniens et les peuples musulmans du monde ne toléreront pas cette conspiration américano-sioniste", a-t-il poursuivi.

An Nahar

Rita Sfeir, journaliste libanaise indépendante

Lors de ses "rencontres libanaises", un diplomate européen en poste à Beyrouth et à Damas évoque les relations entre la Syrie et la communauté internationale. Il déclare: "Si nous voulons une solution politique à la crise syrienne, la seule initiative existant aujourd'hui est le plan de Kofi Annan. Nous ne nions pas que son succès dépend de plusieurs parties. Le gouvernement syrien bien sûr, mais aussi l'opposition. Toutefois, nous avons devant nous quatre oppositions: une en exil, représentée par le Conseil national syrien et certains groupes; une autre interne et classique, représentée par le Comité national de coordination et d'autres personnalités; les comités de coordination locaux qui sont présents sur le terrain; et l'opposition armée, représentée par l'Armée syrienne libre. 14 mois après la crise, disons-le avec sincérité: le régime reste solide et aucune fissure significative n'a encore eu lieu. Nous savons que plus la crise dure, plus la solution devient difficile. Et l'apparition de l'extrémisme complique les choses. Nous remarquons cela sur le terrain, surtout après les attentats de Damas, qui ont braqué la lumière sur des groupes qui essaient de prendre l'initiative. Y a-t-il une tierce partie? Peut-être. De toute façon, cette théorie a commencé à apparaître après la fermeture de l'ambassade des Etats-Unis à Damas."

Et le diplomate européen de poursuivre: "Nous n'envisageons pas de revoir nos positions. Disons plutôt que nous redistribuons les responsabilités. Nous appuyons le plan Annan, y compris le premier point concernant le dialogue politique. Russes et Américains ont des agendas différents. Mais tous sont d'accord qu'une éventuelle guerre civile auraient de graves répercussions, et que la montée des islamistes est inquiétante, surtout pour l'Occident. Nous savons que la réussite du plan Annan repose essentiellement sur les pressions exercées pour mettre un terme à l'armement de l'opposition syrienne. Nous savons aussi que tous ont fait de mauvaises évaluations: Les Russes, qui ont pensé que le régime syrien écraserait la rébellion en quelques semaines, et l'Occident, qui a cru à une chute rapide du président Assad. Certes, certains parties semblent avoir renoncé à la condition du départ du président syrien. Mais en même temps, la situation ne peut revenir à ce qu'elle était avant mars 2011. Les négociations entre le régime et l'opposition nécessitent des concessions mutuelles, et la "potion magique" espérée tournera autour du mandat présidentiel, qui s'achève en 2014."

Agence France press

Les États-Unis sont «prêts» s'ils devaient recourir à l'option militaire pour empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire, a déclaré l'ambassadeur des États-Unis en Israël, Daniel Shapiro, cité par le quotidien israélien Makor Rishon. «Il serait préférable de résoudre cela de façon diplomatique en faisant pression sur Téhéran plutôt qu'en utilisant la force militaire», a déclaré M. Shapiro. «Mais cela ne signifie pas que cette option n'est pas totalement disponible. Elle est non seulement disponible, mais aussi prête. La planification nécessaire a été faite pour s'assurer qu'elle soit prête», a-t-il insisté. Israël, qui présente le programme nucléaire iranien comme une menace pour son existence, agite périodiquement la menace d'une opération militaire. Toutefois, l'Iran a répété hier qu'il ne renoncerait pas à ses droits en matière de nucléaire et a rejeté toute pression internationale.